



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 510

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Roux, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Bruno Le Roux. Monsieur le Premier ministre, nous sommes aujourd'hui le 13 mai, et, dès la fin de cette première quinzaine du mois, de nombreux Français, salariés, retraités ou chômeurs, vivent avec inquiétude, et parfois avec angoisse, les perspectives de la deuxième quinzaine du mois, faisant difficilement face aux dépenses et aux besoins de leur foyer. L'augmentation générale des prix, le poids croissant des loyers, l'explosion des dépenses de transport : les hausses s'ajoutent aux hausses et amenuisent chaque jour le pouvoir d'achat des Français.

M. Albert Facon. Eh oui !

M. Bruno Le Roux. Cette réalité, vous l'avez d'abord niée. Puis, changement de discours. Contraint de l'accepter, vous n'avez qu'une chose à dire aux Français : " Débrouillez-vous ! ".

Monsieur le Premier ministre, les Français sont en colère. Non pas qu'ils vous tiennent pour responsable de toutes ces hausses. Mais ils sont en colère contre votre passivité et votre inaction.

Leur colère, monsieur le Premier ministre, prend aussi ses racines dans l'injustice et l'iniquité de votre paquet fiscal, dont ils n'ont vu aucun effet. Normal, me direz-vous, puisqu'il ne leur était pas destiné.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Bruno Le Roux. Face aux Français qui s'inquiètent et souffrent, nous vous demandons, monsieur le Premier ministre, lucidité et action.

Lucidité, pour revenir enfin sur ce boulet fiscal, ainsi que pour taxer les superprofits des compagnies pétrolières. Je vous rappelle que pour le premier trimestre 2008, l'entreprise Total annonce 3,5 milliards d'euros de bénéfices.

Une fois que vous serez revenu sur le paquet fiscal, une fois que vous aurez taxé les superprofits, vous pourrez, monsieur le Premier ministre, entrer enfin dans l'action.

Vous pourrez, par exemple, mettre en place, sans tarder, le chèque transport, sur le même modèle que le chèque restaurant ou le chèque vacances, en partant de la taxation de ces superprofits.

Vous pourrez baisser la TVA sur les produits de première nécessité.

Oui, monsieur le Premier ministre, quand le président du pouvoir d'achat dit aujourd'hui que " tout n'est pas foutu ", alors qu'il s'est fait élire sur la promesse d'augmenter le pouvoir d'achat, nous vous demandons, non pas des paroles, non pas de la commisération pour les Français, mais des actes concrets qui permettent de mieux vivre demain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Des propositions existent : la hausse de la prime pour l'emploi, le doublement de l'allocation de rentrée scolaire, la hausse de 5 % des petites retraites. S'agissant de celles-ci, ce que vous annoncé la semaine dernière est scandaleux : une augmentation de 1,6 % des petites retraites n'est pas à la hauteur des simples engagements du Président de la République.

M. le président. Merci de poser votre question, monsieur Le Roux.

M. Bruno Le Roux. Je vous le demande, monsieur le Premier ministre, allez-vous enfin agir, allez-vous enfin vous battre pour le pouvoir d'achat des Français, ou continuez-vous à leur dire : " Débrouillez-vous ! " ?

(*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, l'énergie que vous mettez à caricaturer et à dénaturer notre action ne fait que nous conforter dans notre détermination à agir et à moderniser notre économie. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Comme l'a rappelé ce matin le Président de la République lors d'un déplacement dans l'Isère, à Vienne, nous disposons de trois leviers pour traiter la question du pouvoir d'achat.

Le premier, c'est le travail, monsieur Le Roux. Vous irez dire aux ouvriers de Yoplait, auxquels nous avons rendu visite ce matin, avec un certain nombre de vos collègues siégeant sur tous les bancs de cette assemblée, que la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ne leur était pas destinée, alors qu'ils peuvent, grâce à elle, bénéficier d'heures supplémentaires exonérées d'impôt et de cotisations salariales. Quatre heures supplémentaires par semaine, pour un salarié de Yoplait rémunéré au SMIC, c'est 182 euros de plus par mois, c'est-à-dire, à la fin de l'année, l'équivalent de deux mois de salaire, net de charges et d'impôts.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. Jean-Paul Lecoq. Et les suppressions d'emplois ?

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Monsieur Le Roux, entre 1997 et 2002, vous avez soutenu des dispositifs qui ont entraîné le blocage des salaires dans notre pays. Ce fut la loi sur les 35 heures. Le Gouvernement, lui, soutenu par sa majorité, encourage les branches à négocier pour revaloriser les salaires en contrepartie des avantages accordés aux entreprises, je pense aux réductions de charges. C'est un vrai changement de politique.

Le deuxième levier dont il faut tirer profit, monsieur Le Roux, c'est celui des prix. Non, nous ne résignons pas à ce que la France soit plus chère que ses voisins européens en matière de prix à la consommation.

M. Maxime Gremetz. Ce n'est pas vrai ! Vous mentez !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. C'est la raison pour laquelle nous allons introduire plus de transparence, plus de concurrence dans la distribution, dans les rapports entre fournisseurs et distributeurs, mais aussi entre distributeurs. Car il faut supprimer les rentes de situation. Il faut que la France revienne à un niveau de prix à la consommation accessible.

Le troisième levier, monsieur Le Roux, c'est l'intéressement des salariés. Le Gouvernement présentera un projet de loi visant à associer davantage les salariés aux bénéfices des entreprises. C'est notre vision de la justice sociale.

Libérer le travail, introduire de la concurrence, associer les salariés : je comprends que, pour un parti socialiste qui découvre seulement l'économie de marché, ces notions soient difficiles à appréhender. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)* Pour notre part, notre volonté est de continuer à agir en ce sens, parce que nous pensons que c'est le seul moyen de redonner du pouvoir d'achat aux Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Bruno Le Roux](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 510

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 mai 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 mai 2008